



rien d'impossible

Dieu sans religion

Foi et démocratie

THIERRY VINCENT





Thierry Vincent

est docteur en médecine et psychanalyste. Il exerce en tant que médecin psychiatre et travaille sur ce qu'il appelle la clinique de la subjectivité contemporaine.

Quelle est la place laissée à la pratique religieuse, à la foi, dans notre société démocratique ? Dieu peut-il être l'affaire de chacun sans être l'affaire de tous ?

Avec les attentats de *Charlie Hebdo* et du 13 novembre 2015 à Paris, un conflit surgit avec violence au cœur d'une société civile dont on croyait qu'elle avait définitivement entériné la séparation de l'Église et de l'État. Sur un autre plan, avec le mariage pour tous ou la GPA (gestation pour autrui), chaque incursion de l'éthique dans le débat démocratique vient poser question à la laïcité, réinterrogeant la vieille opposition raison/croyance.

Pour Thierry Vincent, reposer la question religieuse est devenu indispensable dans ce moment clé de l'histoire de nos démocraties. Convoquant les concepts de la foi, du sacré et du divin par opposition au religieux, questionnant athéisme et laïcité, Thierry Vincent tente dans ce livre de dessiner les contours d'une nouvelle position de principe dans laquelle une relation à Dieu est possible en dehors de tout poids institutionnel. Il répond ainsi autrement à cette question centrale dans nos sociétés contemporaines : comment vivre ensemble ?



9 782706 124778

Presses universitaires de Grenoble
15, rue de l'Abbé-Vincent
38600 Fontaine
ISBN 978-2-7061-2477-8 (e-book PDF)
ISSN 2272-4931

Dieu sans religion



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Relecture: Rose Mognard
Mise en page: Catherine Revil
Maquette de couverture: Corinne Tourrasse

© Presses universitaires de Grenoble, janvier 2016

15, rue de l'Abbé-Vincent
Bâtiment B1 – 38600 Fontaine
pug@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 9-782-7061-2477-8 (*e-book PDF*)

L'ouvrage papier est paru sous la référence ISBN 9-782-7061-2476-1

Thierry Vincent

Dieu sans religion

Foi et démocratie

Presses universitaires de Grenoble

Collection « Rien d'impossible »
Créée et dirigée par Thierry Ménissier,
professeur de philosophie
à l'université Pierre-Mendès-France (Grenoble 2)

Dans un monde en mal d'utopie où la réflexion est plus que jamais nécessaire, la collection « Rien d'impossible » a l'ambition de fournir des éléments pour éclairer le jugement des lecteurs sur des problématiques actuelles qui recèlent les virtualités du monde de demain. « Rien d'impossible », parce que les questions les plus variées peuvent y être posées et les thèmes les plus difficiles abordés. Les ouvrages de la collection sont des ouvrages engagés, documentés mais courts, mais aussi des ouvrages abordables dont la lecture est aisée. Des livres qui font le pari que l'audace n'interdit ni la décence, ni la générosité.

DÉJÀ PARUS

M. Kuntz, *OGM, la question politique*, 2014

D. Innerarity, *Démocratie et société de la connaissance*, 2015. Traduit de l'espagnol par Serge Champeau

Thierry Vincent est l'auteur de *La psychose freudienne*, Arcanes, Paris, 1995, réédition 2009 – *La boulimie, une indication pour se perdre* (ouvrage dirigé), Arcanes/Erès, Toulouse, 2008 – *L'indifférence des sexes*, Arcanes/Erès, Toulouse, 2002 – *La jeune fille et la mort* (ouvrage dirigé), Arcanes/Erès, Toulouse, 2002 – *L'anorexie*, O. Jacob, Paris, 2000 – *Pendant que Rome brûle*, Arcanes, Paris, 1996.

À la mémoire d'Antoine Delzant

« Ils jugent plus sûr que Dieu approuve
ceux qu'il remplit de son Esprit
que non pas qu'il faille observer la Loi. »

Pascal, *Pensées*

« À qui la vie humaine est une expérience
à mener le plus loin possible,
la somme universelle est nécessairement
celle de la sensibilité religieuse dans le temps. »

Georges Bataille, *Théorie de la religion*

Avertissement



L'auteur de ce texte est psychiatre de formation et psychanalyste. Il n'est ni théologien, ni philosophe et conscient de s'avancer dans un domaine où il serait aisé de lui reprocher de s'être aventuré. Mais la question religieuse et son renouvellement participent de façon essentielle à ce que l'on pourrait appeler « la crise de la subjectivité contemporaine ». La compréhension de ce moment, initié dans d'autres études, lui apparaît essentielle tant ses retombées aussi bien sociales, politiques ou cliniques ont de conséquences sur l'existence de chacun d'entre nous.

Ajoutons que s'il se dit athée, né au carrefour de deux grandes religions monothéistes, ce même auteur ne tient pas Dieu pour rien et va à la rencontre dans sa pratique, de sujets qui ne le tiennent pas pour rien non plus. La question divine ne se réduit pas à un symptôme. Ce texte est une promenade avec eux et quelques autres sur des chemins de traverse. Mais il a retrouvé une actualité brûlante avec l'attentat du 7 janvier 2015 contre les journalistes de *Charlie Hebdo* et ceux du 13 novembre 2015 à Paris.

Remerciements



Merci à Thierry Ménissier qui a rendu la publication de ce texte possible et qui l'a longuement critiqué et discuté; à Bruno Jeanmart pour m'avoir donné de précieux conseils notamment sur Kierkegaard et l'idée d'un Dieu sans relation d'objet; à Agnès pour avoir courageusement relu et corrigé le manuscrit.

Préambule



Dans le train qui la conduit de Balbec à la résidence des Verdurin, la femme du Dr Cottard interroge le baron de Charlus sur ses convictions religieuses. Soucieuse d'apparaître comme une belle âme, elle lui affirme que : « si on les pratique sincèrement, toutes les religions sont bonnes ». La réponse de Charlus ne se fait pas attendre : « on m'a appris que la mienne était la vraie », lui réplique-t-il sans ambages. « C'est un fanatique », pense aussitôt son interlocutrice (Proust, 1966, p. 440).

Ce dialogue imaginé par Proust il y a plus d'un siècle reste d'actualité. Le partage entre le « fanatique » Charlus et la tiède et consensuelle Madame Cottard subsiste. Cette dernière révèle une position subjective classique à nos modes de vie démocratiques, lesquels ne requièrent pas un grand engagement : toutes les vérités paraissent bonnes à prendre. Surtout si c'est un bon moyen d'éviter toute polémique, pourrait-on ajouter. Mais si toutes les vérités sont bonnes à prendre, autant dire que leur fonction de dire le vrai et de distinguer du faux, n'a guère de valeur et n'importe plus franchement. Le « bon » l'emporte sur le vrai, le bon se substitue au vrai, voire s'y confond, dans l'esprit de Madame Cottard. En revanche, les paroles de Charlus manifestent sa réaction à l'égard de la banalisation du vrai, à son escamotage sous le bon : La religion, comme il l'énonce parfaitement, reste une affaire de vérité et même d'*apprentissage* de la vérité. Rien ne divise mieux que ce que l'on entend par vérité, ce que l'on *croit* être

vrai, ce que l'on nous a appris comme étant le vrai, et parmi les vérités apprises, rien ne divise mieux que la vérité religieuse, rien ne radicalise autant les attitudes subjectives. Madame Cottard, qui met toutes les religions sur le même plan, niant ce qui les sépare et en fait la singularité, ne peut que s'indigner de la réplique d'un Charlus. Ce dernier lui apparaît comme fanatique parce qu'il lui assène sa ferveur à l'égard de la vérité et réfute sa dissolution dans un vague œcuménisme : on ne saurait transiger avec la vérité, avec la croyance en la vérité.

Madame Cottard reflète une position propre à nos sociétés, dans lesquelles non seulement la religion mais ce que l'on entend par « vérité » au sens large, a pris une dimension assez fade, fadeur que l'on peut tenir comme la conséquence d'une certaine normalisation de la vie démocratique. À ces vérités, surtout si comme dans la religion elles se posent comme « révélées », se substituent des « valeurs » érigées en principe et énoncées sous forme de Droits (de l'Homme, de l'Enfant, etc.).

Il y aurait ainsi des vérités d'un côté, susceptibles de mobiliser immédiatement un engagement subjectif intense dès lors qu'elles sont menacées, et des valeurs de l'autre, pour lesquelles un engagement collectif à longue détente est requis.

Car dans un état démocratique, l'espace public est profane. Il n'est, théoriquement, rien qui n'y soit discutable, rien qui ne puisse être saisi par le gouvernement de la raison. Cela signifie, par rebond, qu'on ne devrait y trouver rien de véritablement sacré, rien qui ne soit tabou. Bien sûr, la réalité dément quotidiennement cette affirmation, mais celle-ci reste un horizon, un idéal de la démocratie elle-même, si l'on veut. Et cet espace profane où rien ne saurait être soustrait à la raison, constitue paradoxalement le seul fait *indiscutable* d'un monde démocratique puisqu'il en constitue la fondation.

À cet égard, la grande marche pour la liberté d'expression qu'a connu la France le 11 janvier 2015 est exemplaire. Ce droit démocratique « la liberté d'expression », dès lors qu'il a été mis en péril par des djihadistes soucieux de défendre dans le sang

et la vengeance ce qu'ils considéraient comme une vérité bafouée, a fonctionné comme un seuil au-delà duquel la tolérance n'était plus de mise. En se levant massivement pour protester, les Français ont sans doute moins défilé pour soutenir l'esprit potache de *Charlie Hebdo* que pour manifester contre l'atteinte faite à ce qu'ils estimaient être un fondement de la société démocratique. Le Droit s'est opposé à la Vérité et ne s'y est pas opposé de façon tiède.

De fait, il ne saurait y avoir légalement de blasphème dans un espace démocratique. Le blasphème n'existe que dans un espace sacré parce qu'il constitue le crime suprême contre la vérité révélée. Pas seulement en raison d'une quelconque contestation de la vérité révélée, ce qui est déjà inacceptable dans l'espace en question, mais parce qu'il la moque, c'est-à-dire qu'il en foudroie l'essence : rien n'est pire en effet que de tourner en ridicule la Vérité.

Autant voir les choses en face : lors de l'attentat du 7 janvier 2015 contre les journalistes de *Charlie Hebdo*, les djihadistes répondaient par la violence physique à ce qui avait été pour eux et leurs commanditaires une violence morale ou symbolique. Quelle qu'ait été leur niveau de manipulation, leur acte était une réponse à la violence que le blasphème inflige au croyant. Ils commettaient un acte meurtrier en rétorsion à un acte symboliquement assassin, le blasphème. Si dans l'après-coup de l'attentat, on a longuement souligné la disproportion entre le crayon (ou la plume) et les armes lourdes employées par les tueurs, il serait naïf de considérer que des paroles (ou des dessins) puissent être porteurs d'une violence *soft* et donc quasi négligeable face à une action armée ; comme si les mots n'avaient pas de poids, restaient sans conséquence et n'engageaient pas ceux ou celui qui les énoncent.

Reste que les assassins des journalistes de *Charlie Hebdo* sont des Français, censés, en tant que citoyens de ce pays, accepter les fondements de la république et qu'avec eux resurgit, après

une certaine trêve¹, un affrontement dont l'enjeu, selon toute apparence, est franchement religieux. Que celui-ci concerne essentiellement l'Islam et sa radicalisation politique, ne peut faire oublier qu'un conflit à caractère confessionnel est survenu au cœur d'une société civile dont on avait un temps cru qu'elle avait entériné une séparation définitive entre l'Église et l'État. Mais plus encore : les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, qui ont touché l'ensemble des Français quelles que soient leurs appartenances et convictions, mettent à mal les positions tièdes à la Madame Cottard et forcent à repenser ce que sont les *exigences* démocratiques et leurs fondements.

En particulier, une exigence laïque qui est loin d'aller de soi, et qui ne semble pas durablement acquise, en particulier dès que des choix éthiques doivent être opérés. On l'a vu concernant les problèmes de bioéthique, plus anciennement lorsqu'il s'agissait de discuter une loi sur l'avortement, et très récemment lors des manifestations contre le mariage homosexuel, dit : « pour tous ». Dans ce dernier cas, les groupes de pression religieux (en France, majoritairement catholiques) s'insurgeaient contre ce qu'ils estiment être un abus de pouvoir de l'État, qui selon eux, excède ses prérogatives en s'aventurant dans un domaine, celui de l'éthique, où la démocratie ne pouvait aller seule, comme si l'État contemporain pouvait rester axiologiquement neutre.

C'est peu dire aussi que, de par le monde, le principe de laïcité est loin de faire l'unanimité. Après l'écroulement voilà plus de vingt ans de l'idéologie communiste, de nombreux pays musulmans se sont mis à revendiquer l'établissement d'États religieux comme parade au monde capitaliste, dans le but de promouvoir des valeurs estimées abandonnées par l'Occident, subordonnant de fait la vie sociale aux vérités religieuses. Ce que l'on peut percevoir actuellement de l'évolution des révolutions du « Printemps arabe » semble aller dans ce sens. Dans ces pays, la laïcité est apparue à

1. Trêve qui reflétait que les enjeux sociaux se déclinaient autrement. Peut-être les attentats du 7 et 9 janvier signent-ils la fin du marxisme en tant que décrypteur presque exclusif des comportements sociaux.

certaines comme responsable de la perte des valeurs morales, de la crise économique et de la main mise occidentale. La liberté individuelle telle que nous la revendiquons, n'y est perçue que comme une liberté du profit à tout prix, et celle de la jouissance effrénée de quelques-uns sur le dos de tous ; aussi la laïcité y est-elle vécue comme l'épine dorsale d'un système qui pille les richesses des pays pauvres et les déplace au bénéfice de personnages ou de communautés sans foi ni loi ni retenue.

Cette réaction anti-laïque et anti-démocratique, qui, pour une part, est aussi révolte contre la misère et l'oppression sociale, fait aisément son chemin dans nos propres sociétés auprès d'une population récemment immigrée provenant de pays où la tradition des Lumières n'existe pas, mais aussi auprès d'un certain nombre d'autres sujets chez qui l'immigration ne joue aucun rôle, mais qui y trouvent matière à contrer un système capitaliste traitant l'être humain comme une marchandise.

Dans ce rapport de forces, les sociétés occidentales se sont trouvées piégées et ont tendance à réagir à la façon de Madame Cottard : finalement avec l'esprit large, tout est bon à prendre. Au nom du principe d'égalité et de liberté de penser, on se défend mal contre ceux qui revendiquent le droit à penser la suppression de la liberté de penser, ou plus exactement : le droit à réfuter l'usage de la raison dans quelque domaine que ce soit.

Ce mouvement antidémocratique dans son fondement s'est évidemment largement appuyé sur un communautarisme cultivé de façon désinvolte, afin d'éviter un conflit frontal avec une population pour qui l'immigration servait jusque-là de billet de faveur, sans suffisamment se soucier de promouvoir des devoirs liés à la terre d'accueil. Au nom du droit à la différence, la République a fomenté en son sein des principes qui la dynamitait. Il faut reconnaître que cette dernière, faute de tenir fermement sur des valeurs qui la fonde, semble avoir une inclination naturelle à la paresse éthique, paresse dont elle ne s'ébroue que quand le danger est imminent. En dehors de cela, nous autres citoyens adoptons

la position subjective de Madame Cottard pour laquelle tout est bon tant que les affaires continuent : la raison finira bien par l'emporter.

Cette position subjective a un nom : c'est celle de la « belle âme » où l'on ne cesse de confondre son désir avec la loi du cœur, et dont le « quant à soi », qui est plutôt un quant à moi, est sans cesse référé à ce que la psychanalyse appelle le moi idéal. Il s'agit d'une position narcissique, bon reflet de l'hédonisme contemporain, caractérisée par le fait que le sujet n'y est jamais pour rien dans le désarroi du monde qu'il habite (méconnaissant que c'est aussi le monde qui l'habite), escamotant son désir et la souffrance qui en découle, en se réclamant d'un « singulier universel² ». Ce qui importe ici, et l'on va le revoir longuement, c'est l'arrimage de cette position à la raison, à la rationalité comme principe et comme fin, l'assujettissement à la figure de « l'honnête homme » pour qui le réel est rationnel et le rationnel réel.

Bien entendu, c'est le gouvernement de la raison, dont la laïcité est la conséquence, qui est en réalité la cible des pouvoirs religieux, faisant resurgir le vieux débat entre raison et croyance dans un monde dont on ne cesse de répéter qu'il est sécularisé. Mais l'opposition lancinante entre croyance et raison, qui fut le long combat de la « libre-pensée » et de l'athéisme (dont la laïcité est indéniablement un des aboutissements), n'a pas été suffisante et n'a jamais empêché quiconque de croire, y compris les plus rationnels d'entre nous, ce texte le montre. Il faut donc aller au-delà du clivage abrupt entre vérité religieuse et valeurs collectives.

Il est grand temps en effet de réévaluer la question religieuse dans nos sociétés à la lumière de la laïcité de celles-ci, autrement qu'à la façon molle de Madame Cottard. Il s'agit de poser les choses autrement, en quittant la seule dimension religieuse pour en venir (ou en revenir) à celle, plus fondamentale à nos yeux, du divin

2. Cf. à ce sujet l'excellent article de Didier Molinier qui reprend le concept de « belle âme » chez Hegel et Lacan : <http://philosophie-et-psychanalyse.blogspot.fr/2010/12/la-belle-ame-et-la-loi-du-coeur-de-la.html>

ou du sacré, et d'évaluer comment ces concepts se déploient au sein des sociétés dites postmodernes, en relation étroite avec ce que l'on pourrait appeler la subjectivité contemporaine.

Pour cela, il nous faut examiner les conséquences d'une double séparation. Celle appelée laïcité qui sépare le pouvoir religieux du pouvoir politique et administratif d'une part, et celle, consécutive à la première mais plus inattendue, qui peut aller jusqu'à séparer Dieu de *ses* religions. Prendre en considération ces deux événements et les relier, éclairer à nouveaux frais les sempiternelles querelles sur la place laissée actuellement au religieux, à la pratique religieuse et à la foi dans les sociétés démocratiques et définit *une nouvelle position subjective*, c'est là l'essentiel du propos de ce texte.

La question est donc de savoir ce qu'il subsiste de Dieu dans notre monde postmoderne, un monde établi sur une laïcité minimale qui refuse que le pouvoir divin pèse sur l'organisation et le commandement de l'État. Que cette laïcité finisse par être revendiquée dans certains pays latins, ou qu'elle soit une des conséquences de l'éthique protestante dans les pays anglo-saxons ne change rien, et son principe en est clair : Dieu peut rester l'affaire de chacun, sans pour autant être l'affaire de tous.

Car la laïcité concerne essentiellement le pouvoir. Elle vise moins Dieu en tant qu'entité sacrée que son institution terrestre, en l'occurrence les potentats religieux sommés de n'avoir plus leur mot à dire dans la marche de la chose publique. Dieu n'est éliminé de la marche de l'État que s'il reste indissociable du religieux. En effet, la laïcité ne saurait être confondue avec l'athéisme même si elle en est un fruit historique, et notre thèse s'enracine ici : *la laïcité autorise au contraire la possibilité d'une séparation entre Dieu et la religion permettant ainsi un renouvellement possible du divin, du lien à la divinité et de ce que l'on appelle la foi. Mais en conséquence, il faut considérer que si le principe de raison, dont découle la laïcité, l'a emporté au niveau du fonctionnement social, celui-ci pourrait en partie cesser d'opérer de façon individuelle, et se demander pourquoi.*

Dieu est-il définitivement mort, comme on l'a cent fois proclamé ? Et si non, quelle place occupe-t-il ou peut-il occuper encore chez nos contemporains ? N'est-il que l'écho d'une maladie infantile de l'humanité ou au contraire va-t-il réapparaître là où on ne l'attend plus, plus puissant et plus déterminant que jamais ?

Les grands rassemblements lors des Journées mondiales de la jeunesse sous Jean-Paul II ou encore l'engouement récent pour le pape François, l'enthousiasme populaire en France pour le film *Des hommes et des Dieux* de Xavier Beauvois ou, plus modestement le succès inattendu du film de Philip Gröning *Le grand silence* sur les moines de la Grande Chartreuse, laissent entendre que, *malgré toute raison*, un certain abandon du divin au profit de ce qui pourrait être un hédonisme à courte vue ne saurait caractériser les attentes des sociétés occidentales.

Dans un premier temps, nous montrerons comment un certain nombre de thèses athéistes qui ont à la fois forgé et assuré le mouvement laïc, ont paradoxalement contribué à libérer Dieu de la religion. Puis dans une deuxième étape et de façon plus contemporaine, il nous faudra examiner la façon positive dont Dieu, et plus généralement la question théologique, peut resurgir dans les sociétés postdémocratiques en ouvrant une nouvelle position subjective, un nouvel « être sujet » *par-delà la raison et son principe*. L'établissement d'une relation à Dieu, libérée au moins provisoirement de tout son poids institutionnel, pourrait être à l'origine d'un nouveau départ et d'une nouvelle façon de penser l'homme dans son lien à ses semblables et à la raison, ce que Maurice Clavel avait appelé en son temps une « psycho-ontologie ».

CHAPITRE 1

Athéisme et démocratie



Une des questions les plus essentielles de l'homme est celle du : « comment vivre ? » et plus généralement du : « comment vivre ensemble ?³ »

Cette question du « comment vivre » et du comment vivre « ensemble » qui est la question sociale par excellence, celle du gouvernement des peuples, implique sinon la rationalité, du moins une raison. Cette question relative à l'abandon de l'« instinct » qui règle essentiellement la vie animale, surtout si cette dernière est peu élevée dans la hiérarchie des espèces, se fait au profit de ce que Freud appelait la « pulsion » qu'il situait au carrefour du biologique et du culturel. Un tel abandon laisse l'être humain devant des choix et des indécisions mettant en jeu sa survie à la fois comme espèce et comme individu. Survivre, trouver des ressources alimentaires, se vêtir et se protéger du froid et de la chaleur, faire face aux prédateurs à commencer par son semblable, et d'abord affronter l'extrême prématurité que sa naissance lui impose, telles sont les tâches élémentaires auxquels l'homme depuis la nuit des temps est confronté et qu'il ne peut résoudre seul et sans *savoir*.

3. Kant posait trois questions fondamentales à l'aplomb de la rationalité : « Que puis-je savoir ? », « Que dois-je faire ? », « Que puis-je espérer ? »

Le savoir ou plus précisément la recherche du savoir, est à l'évidence ce qui est nécessaire à l'homme pour suppléer au déclin du pouvoir de l'instinct. Apprendre à vivre, et le mieux possible, n'est pas seulement une tâche philosophique, c'est une nécessité élémentaire de l'homme. Dès l'enfance, cet apprentissage est à l'œuvre et à l'épreuve par l'intermédiaire de ceux qui ont la charge de nous porter.

Ce problème lié à la disparition de l'instinct (qui empêche désormais et à jamais l'homme de vivre *naturellement*), et sa nécessaire suppléance par l'émergence d'une nécessité de savoir, trouve le langage comme outil privilégié dans le maniement de ce savoir. Il n'y a pas de savoir sans partage.

Résoudre les choix liés à l'incertitude du « que faire ? », à l'errance subjective qui en découle et à la conduite qu'il serait nécessaire d'adopter pour y mettre un terme, débouche socialement, sur quatre possibilités chargées de contrer le hasard.

La première s'appuie sur la tradition, les us et coutumes et la force de l'habitude : on procède ainsi parce qu'on a l'habitude de faire ou en fonction d'une règle tenue pour éprouvée. Ce sont les « anciens » qui ont autorité sur la règle et qui la tiennent des « ancêtres ». Nietzsche écrit à ce sujet :

« En un certain point du développement d'un peuple, sa couche la plus avertie, celle qui perçoit le mieux le passé et l'avenir, déclare déterminée une fois pour toutes la pratique d'après laquelle on doit vivre, c'est-à-dire d'après laquelle on peut vivre. Son but est de récolter, aussi richement et complètement que possible, le fruit des périodes d'expérimentation et de la mauvaise expérience. » (Nietzsche, 1896)

Cette façon de faire se révèle très liée à l'enfance et à la part que les éducateurs y prennent d'où le mal que nous avons à nous en dépendre et de l'attachement qui en subsiste.

La seconde découle d'un principe transcendantal : une conduite est imposée ou fixée par une autorité indiscutable parce que divinisée et sacralisée, en général Dieu ou les dieux. Les lois divines et sacrées (qui ne supportent au mieux que des interprétations

Table des matières



Avertissement	7
Remerciements	8
Préambule	9

CHAPITRE 1

Athéisme et démocratie	17
Athéisme, laïcité et démocratie	22
Contre Dieu	24
Contre la religion	28
Arguments philosophiques.....	28
Arguments sociologiques	31
Arguments historiques	33
Arguments théologiques	35
Le sujet de l'athéisme.....	44
Un discours religieux	48
Tension athéiste et démocratie	53

CHAPITRE 2

Dieu sans puissance	59
Une religion minimale.....	63
Les usages de Dieu	66
La foi est folie car elle est sans usage: Kierkegaard.....	68
La sortie de la raison.....	74
Les insuffisances de la raison	77

Raison, foi et croyance	82
Foi et religion.....	87
Une psycho-ontologie	90
Valeur du credo hédoniste contemporain.....	93

CHAPITRE 3

De quoi Dieu est-il le nom ?.....	97
Le désenchantement des valeurs laïques	102
Les voies du salut	104
Une nouvelle intimité.....	110
Faire face à l'abîme	116
Bibliographie.....	121